

Mettons les choses au point. Le député a parlé de l'AEIE. Nul doute que ses amendements non seulement rétabliraient l'AEIE, mais la mesure législative serait beaucoup plus onéreuse qu'elle l'est actuellement.

Songez à la situation. Il y a dix ans, le chômage au Canada était à environ un tiers de ce qu'il est maintenant. En partie à cause des politiques et des initiatives malencontreuses du gouvernement de l'époque, qui forme maintenant l'opposition officielle, et de son attitude à l'égard des investissements étrangers, de nombreux Canadiens sont actuellement en chômage. Après 10 ans, il est presque incroyable que l'opposition officielle et le caucus néo-démocrate s'entêtent dans l'erreur à ce point. Assurément, les Canadiens veulent un changement. Ils veulent des idées neuves, une nouvelle approche. Bref, ils réclament des investissements positifs et des emplois, ils veulent que les Canadiens se remettent au travail. Le gouvernement actuel veut rétablir la confiance du monde des affaires et faciliter les investissements positifs dans les entreprises en vue de créer des emplois pour les Canadiens. C'est tout ce que nous cherchons.

Nous pourrions parler à titre d'exemple de l'attaque des députés libéraux et néo-démocrates contre le marché éventuel de Mitel et British Telecom. Je dis marché éventuel, car il ne s'agit de rien de plus. Nous sommes en présence de deux entreprises signant une déclaration d'intention dans laquelle la société britannique dit: «Sous réserve de diverses considérations, nous songeons à acheter jusqu'à concurrence de 51 p. 100 de votre compagnie, y versant de nouveaux capitaux de 320 millions de dollars aidant ainsi à préserver 2,500 emplois au Canada et 5,000 emplois dans le monde entier».

Quelle est la réaction de l'opposition officielle avec le soutien de leurs amis à leur gauche? Ils sont presque horrifiés à la pensée que quelqu'un aimerait à participer à une entreprise canadienne en vue non seulement de préserver des emplois au Canada, mais aussi de donner de l'expansion à l'entreprise. Ils nous demandent de nous opposer à cette initiative et d'y faire obstacle. Ils nous demandent d'agir avant même qu'une requête ne nous ait été adressée pour examiner la nature du marché. Je prétends que l'opposition est xénophobe.

● (1150)

Assurément, le gouvernement et la Chambre devraient certes examiner les grandes lignes de ce marché. Dans ce cas-ci, j'estime que la façon d'agir de l'opposition officielle est illogique. A entendre ces députés, on dirait que Mitel est une entreprise foncièrement canadienne appartenant entièrement à des Canadiens et utilisant de la technologie canadienne. Croient-ils que nous avons oublié que le gouvernement précédent avait autorisé la vente de 48 p. 100 de la compagnie à des étrangers? Je suis étonné qu'ils l'aient oublié.

En ce qui concerne l'opposition, les étrangers qu'elle déteste le plus sont les Américains qui ont acheté la majorité de ces actions. A l'heure actuelle, des Canadiens détiennent 52 p. 100 de Mitel et un groupe étranger en détient 48 p. 100. Comme un autre groupe étranger a offert à la compagnie la somme de 320 millions dont elle avait besoin, nous sommes témoins de cette réaction singulière. C'est étrange. Tout ce que je peux

Les subsides

dire, c'est qu'il s'agirait d'une attitude froidement interventionniste de la part du gouvernement qui supprimerait des emplois au Canada, comme on l'a constaté au cours de la dernière décennie. C'est le genre de politique que le gouvernement essaie de renverser.

J'aurais quelques observations à faire sur la motion qui nous est présentée. Il me semble que c'est lorsque nous étions ouverts au monde extérieur, pour le commerce et les investissements, que nous avons le plus prospéré. Les périodes de grand protectionnisme ont été marquées par la stagnation et la récession. Dans toute notre histoire, nous avons eu recours à des capitaux non canadiens, en plus de notre épargne, pour créer notre infrastructure de transport et de communication, pour exploiter nos richesses naturelles et pour développer et diversifier notre industrie. En d'autres termes, les Canadiens ont vu les capitaux extérieurs comme un atout et non comme une menace.

Nous estimons que la politique suivie pendant les dix ou même les quinze dernières années a eu tendance à scléroser le Canada dans un ensemble de lois, de règles et de règlements qui ont limité la croissance et étouffé les initiatives. Nous devons adopter une optique internationale. L'économie canadienne est maintenant une pièce du puzzle économique international. Certains reculent devant les défis que cela suppose. Je pense qu'il est temps que nous cessions d'avoir peur. Il est temps que nous vainquions notre timidité. Il est temps d'accepter résolument le monde et d'accueillir le genre d'investissements que nous aurions si nous n'étions pas aussi protectionnistes, que le précédent gouvernement l'a été pendant les dix dernières années.

J'ai étudié de nombreux dossiers de l'AEIE et j'ai constaté que des mois se passaient, en tractations et marchandages, avant que des investissements étrangers ne soient autorisés. L'attitude du député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) à l'égard de la proposition de British Telecom est typique de ce qui s'est passé pendant la dernière décennie. On disait en somme que les étrangers n'étaient pas les bienvenus et que leurs propositions d'investissement ne seraient pas étudiées d'un œil favorable. Pendant ce temps, de plus en plus de travailleurs étaient victimes du chômage. En ce qui me concerne, cette attitude est propre au parti libéral et au parti NPD, mais ne reflète certainement pas l'opinion du Canadien moyen.

M. Deans: Le «P» veut dire parti.

M. McDermid: D'où ça vient?

M. Deans: Du fond des bois.

M. Stevens: Eh bien, le leader du NPD à la Chambre a certainement dit une vérité, il vient du fond des bois.

Nous estimons qu'il y a place, au Canada, pour des entreprises conjointes, des entreprises internationales et des associations. Nous croyons que c'est cela qui nous apportera des capitaux, de nouvelles idées et de nouvelles techniques et nous croyons que le Canada n'a rien à craindre d'un tel échange avec les centres financiers et technologiques du monde entier.